



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Seul le texte prononcé fait foi

**Conférence sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le
développement**

Déclaration
de

M. Martin Dahinden

Secrétaire d'Etat pour la coopération au développement

New York, 25 juin 2009

Check against delivery

**Conference on the World Financial and Economic Crisis and Its Impact on
Development**

Statement by

Mr. Martin Dahinden

State Secretary for Development Cooperation

New York, June 25, 2009

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,
Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat ou de Gouvernement,
Monsieur le Secrétaire général,
Mesdames et Messieurs,

Ce qui semblait n'être initialement qu'une crise dans le domaine de l'immobilier a progressivement affecté l'ensemble du secteur financier, puis atteint l'économie « réelle », sapant la confiance des consommateurs et provoquant la contraction de la demande. Elle est alors devenue une crise économique et sociale dans le monde entier, affectant de manière disproportionnée les plus pauvres – alors qu'ils sont les moins à même d'en supporter les coûts.

Les vulnérabilités engendrées par les crises alimentaires et énergétiques antérieures aggravent encore l'impact de cette crise multidimensionnelle. S'y ajoutent les effets du changement climatique, qui provoquent des risques sans précédent. Il en résulte la nécessité de réorienter nos modèles de production et de consommation.

Les pays en développement, qui s'étaient intégrés progressivement dans l'économie mondiale et avaient bénéficié de la mondialisation au cours de ces dernières années, ont vu leur situation se dégrader. Leurs progrès économiques et sociaux ont été brutalement réduits et leurs succès dans la mise en œuvre des objectifs de développement du millénaire ont été remis en question.

L'analyse des origines de la crise et la recherche de solutions ne doivent en aucun cas négliger les conséquences de cet événement pour les millions de personnes démunies. C'est sur l'amélioration des conditions de vie de ces populations et sur la réalisation de leurs aspirations au plan humain que nous devons concentrer notre réflexion. Chaque journée perdue avant que nous n'intervenions est la cause de souffrances intolérables.

La Suisse est certes profondément affectée par la crise financière ; nous allons néanmoins honorer nos engagements, et nous ne réduirons pas le volume de notre aide au développement.

Monsieur le Président, Excellences,

La crise a mis en lumière des défauts fondamentaux – non seulement dans les systèmes nationaux de réglementation de la finance, de la concurrence et de la gouvernance d'entreprise, mais aussi dans les institutions internationales et les mécanismes chargés d'assurer la stabilité économique et financière. A l'heure actuelle, l'accent est donc largement mis – à juste titre – sur l'amélioration du cadre réglementaire et des mécanismes de surveillance pour empêcher le système financier et économique d'essuyer de nouveaux échecs.

Or la régulation, qu'elle soit améliorée ou nouvelle, n'est pas la panacée. A bien des égards, ce sont les comportements fondés sur l'avidité qui sont au cœur du problème et qui mettent notre sécurité commune en danger. Il nous faudra donc, si nous voulons augmenter la résistance de notre système global, remettre également en question notre propre système de valeurs, et encourager la prise responsabilité - collective et individuelle. La crise actuelle nous fournit l'occasion d'asseoir les bases d'une plus grande durabilité : nous devons fonder nos investissements sur des considérations qui ne soient pas exclusivement économiques, mais aussi sociales et environnementales.

Monsieur le Président, Excellences,

Dans le contexte des crises actuelles, les Nations Unies ont trois rôles importants à jouer :

Premièrement, celui d'offrir une plateforme d'échanges permettant d'intégrer les opinions de toutes les parties impliquées dans la recherche de solutions aux problèmes globaux. Les Nations Unies devraient notamment donner largement la parole aux plus démunis.

Deuxièmement, celui d'analyser la crise et de surveiller ses effets, et de formuler des recommandations sur les solutions envisageables.

Troisièmement, celui d'encourager la prise en compte de nos responsabilités sociale et environnementale.

Je souhaiterais recommander trois mesures concrètes susceptibles de renforcer ces rôles:

Premièrement : Les Nations Unies ont démontré qu'elles peuvent être un creuset d'idées et un puits de créativité. Dans le contexte du débat sur le renforcement du suivi des conférences sur le financement du développement, la Présidente de l'ECOSOC a proposé d'établir un processus plus cohérent qui corrèle les réunions de l'ECOSOC et des institutions financières internationales et du commerce avec les réunions ordinaires de l'ECOSOC et de l'Assemblée générale. Ceci leur permettrait de discuter le suivi des conférences sur le financement du développement de manière intégrée. Nous adhérons pleinement à cette approche. Pour assurer sa pertinence et sa qualité, nous proposons de renforcer le Secrétariat du Bureau pour le financement du développement au niveau de ses ressources humaines et de sa capacité analytique. Une garantie supplémentaire de qualité et de délibérations fructueuses pourrait aussi être offerte par le resserrement des liens de ce Secrétariat avec les institutions de Bretton Woods.

Deuxièmement : La Suisse reconnaît le besoin d'améliorer encore l'efficacité des institutions financières existantes. Elle a aussi conscience de l'utilité d'approches complémentaires, éventuellement plus inclusives et plus transparentes. Dans ce sens, nous sommes de l'avis que la constitution d'un groupe d'experts ad hoc sur les risques systémiques serait utile. Nous pouvons, pour élaborer le mandat d'un tel organe, nous inspirer des activités du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), dont les résultats sont extrêmement probants.

La Suisse est convaincue qu'un organe indépendant, représentatif et fondé sur l'expérience pourrait faire aux décideurs des propositions fondées. Cependant, la pertinence d'un tel groupe d'experts sera tributaire de trois conditions : 1) la garantie de son accès à des informations et à des données de qualité résultant de la surveillance régulière de la crise ; 2) l'efficacité du soutien dont il bénéficiera – par exemple grâce au renforcement du Secrétariat du Bureau pour le financement du développement ; 3) la régularité de ses interactions avec les institutions financières internationales, l'OMC et les autres institutions compétentes en la matière.

Troisièmement : L'efficacité de l'application de toute règle ou réglementation exige son acceptation par ceux qui sont chargés de l'appliquer. S'il existe un réel besoin d'amélioration au niveau de l'application et de la supervision, il importe de rappeler que la fixation de règles ou de réglementations devrait s'assortir de la mise en place volontaire de mécanismes et de normes appropriés. La responsabilité sociale d'entreprise est un mécanisme aujourd'hui accepté en matière d'auto-réglementation d'entreprise. Ces mécanismes doivent être développés en permanence au moyen d'approches multi partenariales qui impliquent l'engagement de la société civile ainsi que l'augmentation de la transparence et l'établissement de rapports sur les activités

des entreprises. Le Pacte mondial des Nations Unies est une initiative très visible et largement reconnue. Nous encourageons les Nations Unies à continuer de la promouvoir tant par le truchement de son office affecté à cette tâche que par ses activités opérationnelles sur le terrain

Monsieur le Président, Excellences,

Les multiples crises qui nous frappent actuellement exigent des réponses immédiates ainsi qu'une planification sur le long terme en faveur des personnes les plus démunies, en Afrique tout particulièrement. Nous devons conjuguer nos forces et nos esprits pour aborder les problèmes imputables à l'injustice, à la pauvreté, à la vulnérabilité et à l'exclusion. Nous devons rendre notre système économique et financier, tout comme nos mécanismes d'aide, plus transparents, plus ouverts et plus participatifs, notamment en renforçant l'intégration des économies émergentes. Améliorer la coopération au développement est essentiel.

Nous plaçons notre confiance dans des institutions financières internationales réformées et dans leur rôle capital pour assurer la stabilité du système économique et financier. Faisons de même avec les Nations Unies, créées dans une perspective humaniste pour promouvoir un monde meilleur pour tous. Le Conseil des chefs de secrétariat a exposé neuf initiatives conjointes en réponse aux multiples facettes de la crise ; elles respectent les mandats et responsabilités des organisations onusiennes. Nous adhérons pleinement à cette approche, qui engage les organisations onusiennes à faire preuve de cohérence et de coordination pour donner à la crise une réponse rapide et efficace.

Monsieur le Président, Excellences,

Il est vrai que les conséquences de la crise économique et financière sont désastreuses. Toutefois, nous ne devrions pas pour autant nous laisser guider par le pessimisme. La crise donne en effet l'occasion de changer les choses et de les améliorer – à condition d'agir avec détermination. Le défi qui nous est posé consiste à surmonter les positions dogmatiques et à franchir les limites de la seule gestion de crise pour jeter les jalons d'une réforme durable.

Je vous remercie de votre attention

Mr President of the General Assembly,
Heads of State and Government,
Mr Secretary-General,
Ladies and gentlemen,

What started as a seemingly limited crisis of the “sub-prime” sector has in the meantime not only affected the financial sector worldwide, but has also reached the “real” economy, undermining among other consumer confidence, and triggering further contraction in demand. As a consequence, it has become an economic and social crisis in all parts of the world, with a disproportionate effect on the poorest, who are the least able to bear its costs.

Vulnerability from earlier food and energy crises are further compounding the impact of this multidimensional crisis. In addition, overall trends in climate change present unprecedented new risks, demanding a reorientation of production and consumption patterns.

Developing countries, which have been gradually integrating into the world economy and have benefited from globalisation in the past years, now see their benefits turn sour. Economic and social advancements are being slashed and achievements toward the realization of the Millennium Development Goals are set back.

While considering the causes of the crisis and its possible remedies, we must never forget its impact on millions of poor people. The improvement of their lives and support of their human aspirations should be at the centre of our thinking. Each day that we delay our support causes inconceivable suffering.

Switzerland is heavily affected by the crisis. However, we will remain true to the commitments previously taken and not reduce our aid.

Mr President, Excellencies,

The crisis has exposed fundamental shortcomings, not only in national systems regulating finance, competition, and corporate governance, but also in the international institutions and arrangements created to ensure financial and economic stability. In consequence, much of the current focus is – rightly – on improving the regulatory framework and oversight functions to prevent future failures of the financial and economic system.

Yet, we cannot rely on new or improved regulations alone. In many ways, behaviours based on greed are at the heart of the matter and put our common security at risk. To make our global system more robust, we thus need to address our value system, promoting an understanding of corporate and individual responsibility. Let us turn this current crisis into an opportunity for more sustainability – basing our investments not only on economic, but also on social and environmental considerations.

Mr President, Excellencies,

In the context of the current crises, the UN has three important roles to play:

First, the UN can provide a platform for the exchange of views which integrates in an inclusive way the views and experiences of all stakeholders in identifying solutions to global problems. In particular, the UN should give a strong voice to the poorest.

Second, the UN should assume an important role in analysing and monitoring the crisis and in making recommendations on possible solutions, both at the global and country levels.

Third, the UN can encourage us to becoming more responsible socially and environmentally.

I would like to recommend three concrete measures in support of these roles:

First: The UN has demonstrated its potential to be a powerhouse of ideas and creativity. In the context of the discussion on a more effective follow-up process to the Financing for Development conferences, the ECOSOC President has proposed to establish a more coherent process linking closely the meetings between the ECOSOC and the international finance and trade institutions with the ordinary meetings of the ECOSOC and of the General Assembly. This would allow them to discuss the Financing for Development follow-up in an integrated manner. We commend this approach. To ensure its relevance and quality, we propose to strengthen the Secretariat of the Financing for Development Unit – especially its human resources and analytical capacity. Close links to the Bretton Woods Institutions could further guarantee cross-fertilisation and quality.

Second: Switzerland recognises the need to further improve the effectiveness of the existing financial institutions; we are also aware that there is a use for complementary and possibly more inclusive and transparent approaches. In this sense, we believe that an ad hoc panel of experts on systemic risks can be valuable. The IPCC (International Panel on Climate Change), which has a very positive track record, can inspire the mandate of such a body.

Switzerland is convinced that an independent, representative and experience-driven body could provide informed inputs of high relevance to our decision-makers. The relevance of the panel, though, will depend on 1) its access to qualified, reliable information and data; 2) its efficient support – for instance through a strengthened Financing for Development Unit – and 3) its regular engagement with the international financial institutions, the WTO and other relevant institutions.

Third: Rules and regulations can only be effectively implemented, if those who are supposed to apply them accept them. While there certainly is a need for substantially improving supervision and enforcement, we should also emphasise that rules and regulations should be complemented by voluntary mechanisms and standards. In this regard, Corporate Social Responsibility mechanisms encouraging corporate self-regulation need to be enhanced continuously – through multi-stakeholder approaches, involving civil society and promoting increased transparency and reporting on business activities. The UN Global Compact is the most highly visible and well-acknowledged such initiative. We encourage the UN to further promote it through its dedicated office as well through its operational activities in the field.

Mr President, Excellencies,

The current multidimensional crisis demands immediate responses as well as long term planning in support of the poorest, especially in Africa. We have to use our combined strengths and intelligence to address problems of injustice, poverty, vulnerability and exclusion. We need to make our economic, financial and aid systems more transparent, inclusive and participatory,

notably through a firmer integration of the emerging economies. Improved development cooperation is essential.

We are placing our trust in reformed international financial institutions and in their central role to ensure the stability of the financial and economic systems. Let us do the same with the UN, which was founded in a humanistic tradition aiming at a better world for all. The Chief Executive Board has outlined nine joint initiatives, which address the multiple facets of the crisis on the basis of the individual mandates and responsibilities of the UN organisations. We highly commend this approach, which commits the UN organisations to policy coherence and coordination for a quick and effective response to the crisis.

Mr President, Excellencies,

The financial and economic crisis has devastating effects indeed. However, we should not allow doom-thinking to guide us. The crisis is an opportunity to change things for the better – if we take them forcefully in our hands. The challenge is to overcome dogmatic positions and to go beyond crisis management towards sustainable reform.

Thank you